

Hakim El Karoui

Le débat qui oppose « ouverture » et « fermeture » des frontières est de plus en plus déconnecté du réel

Après la crise à Ceuta, l'essayiste note les incohérences de la politique migratoire en Europe, en s'appuyant sur les données du dernier rapport du Comité d'action pour la Méditerranée, dont il est le fondateur

La crise survenue cet été à Ceuta [enclavée espagnole située au Maroc], marquée par l'arrivée de 72 000 personnes en territoire européen, a ravivé la peur migratoire. Pourtant, le prochain tournant de la politique du Vieux Continent en la matière ne sera pas celui que l'on croit. Alors que le débat public porte sur la manière de réduire l'immigration, la principale question, pour les gouvernements européens, sera de savoir comment attirer les travailleurs étrangers, dont leurs économies auront besoin. D'ailleurs, ce basculement a déjà commencé.

L'Italie en offre sans doute l'illustration la plus spectaculaire. En juin 2022, Giorgia Meloni, à l'époque encore dans l'opposition (elle allait devenir présidente du conseil en octobre), venait soutenir, en Andalousie, la candidate espagnole d'extrême droite de Vox, dénonçant au passage l'« immigration massive » et réclamant des frontières sécurisées. Neuf mois plus tard, à Cutro [en Calabre], après la mort en Méditerranée de 94 personnes, elle justifiait le rétablissement du *decreto flussi* [décret sur les flux migratoires] par les besoins du « monde productif » italien. Le dispositif devait permettre l'arrivée de 452 000 travailleurs étrangers entre 2023 et 2025, puis de près de 500 000 autres entre 2026 et 2028. Depuis que Meloni est au pouvoir, l'immigration dans la Péninsule a crû de plus de 10 %.

L'ancien premier ministre hongrois Viktor Orbán (de 2010 à 2026) a suivi, avec moins de publicité encore, une trajectoire comparable. Celui qui avait fait de la lutte contre l'immigration l'un des piliers de son pouvoir a largement ouvert son pays aux « travailleurs invités ». Selon Eurostat, le nombre de nouveaux permis de séjour y est passé de 20 751 en 2015 à 87 624 en 2024, soit, rapporté à la population, plus que la moyenne européenne et presque deux fois le niveau français.

Quant au gouvernement social-démocrate danois, vanté en général par l'extrême droite pour sa « politique migratoire intransigente et dissuasive », il a délégué en moyenne trois fois plus de permis de séjour que la France en 2024 – 1,43 % de sa population, soit 86 000 nouveaux immigrants (pour une population de 6 millions d'habitants), 50 % de ceux-ci étant issus de pays n'appartenant pas à l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques]. La seule baisse des flux au

Danemark concerne ceux liés à l'asile, qui a été presque supprimé (11 000 réfugiés en 2015, 875 en 2025). Drôle de conception de la social-démocratie !

On peut se moquer de l'incohérence des dirigeants européens et de leur double discours. Il est plus intéressant de comprendre les raisons de cette politique. Ils font, une fois au pouvoir, ce que leur démographie leur impose. En 2024, le taux de fécondité dans l'Union européenne est tombé à 1,34 enfant par femme. Sans immigration, la population européenne en âge de travailler pourrait diminuer de 20 % d'ici à 2050 (une baisse de 287 millions à 227 millions des 15-64 ans) – avec un recul de 31 % en Italie et de 29 % en Espagne. Les politiques natalistes peuvent atténuer cette tendance, de même que l'augmentation du taux d'activité des femmes et des seniors. La robotisation, quant à elle, supprimera certains besoins de main-d'œuvre. Toutefois, aucune de ces réponses ne suffit.

Surtout, les pénuries ne touchent plus seulement quelques métiers peu qualifiés, dont on imaginerait facilement l'automatisation. Elles frappent désormais l'ensemble de l'économie. Dans le secteur de la construction, un travailleur sur quatre est étranger en Allemagne et en Espagne ; plus de 15 % des médecins exerçant outre-Rhin et en France ont été formés à l'étranger ; en Italie, 70 % des auxiliaires à domicile sont étrangers. Les besoins concernent également les ingénieurs, les informaticiens, l'hôtellerie, les travailleurs saisonniers et les personnels de santé. La proportion de diplômés parmi les métiers européens en pénurie augmente elle-même. L'immigration de travail n'est donc plus une hypothèse destinée à répondre au vieillissement futur : elle est déjà constitutive du fonctionnement de nos économies.

De ce point de vue, le débat qui oppose invariablement « ouverture » et « fermeture » des frontières est de plus en plus déconnecté du problème réel. La bonne question n'est pas de décider s'il y aura ou non une immigration de travail (il y en aura), mais plutôt de savoir si elle continuera à se faire dans le désordre ou si nous déciderons enfin de l'organiser, et ce dans l'intérêt de toutes les parties.

En effet, une immigration nécessaire n'est pas toujours une immigration réussie. L'Espagne en apporte une démonstration utile. Après la réforme de 2022, le nombre de travailleurs immigrés a progressé dans les secteurs en pénurie, mais plus encore dans ceux où il y avait déjà un surplus de main-d'œuvre. En Italie, la bureaucratie du *decreto flussi* produit une autre absurdité : en 2025, moins de 8 % des quotas ouverts ont effectivement abouti à l'obtention d'un titre stable. De ce fait, des étrangers sélectionnés pour un emploi stable peuvent se retrouver en situation irrégulière avant même d'avoir pu l'occuper.

Ceuta, Lampedusa, les naufrages en Méditerranée et les campements improvisés sont les différentes manifestations d'un même échec. Nous avons organisé la fermeture des frontières beaucoup plus sérieusement que les voies permettant de

les franchir légalement. Et nous nous étonnons que la mobilité s'organise elle-même, par les passeurs et par le marché noir du travail.

Il existe pourtant une autre voie, comme le suggère l'Allemagne. Son accord avec l'Inde va au-delà de l'annonce d'un quota d'entrées puisqu'il a pour objectif de construire une filière. Des dispositifs évaluent les qualifications en amont, facilitent la reconnaissance des diplômes et orientent les travailleurs vers les domaines qui recrutent. Environ 90 000 travailleurs indiens arrivent ainsi chaque année en Allemagne. Leur salaire médian est supérieur de 1200 euros par mois à celui des travailleurs allemands et leur insertion se concentre sur les secteurs en tension. Les demandes d'asile, elles, ont été divisées par deux depuis 2021. C'est ce passage de la migration sauvage à la mobilité organisée qui devrait inspirer la politique européenne.

« SOLIDARITÉS DE FAIT »

Néanmoins, il faut aller plus loin, car attirer les médecins, les ingénieurs ou les informaticiens dont nous avons besoin peut résoudre un problème européen, et en aggraver un autre de l'autre côté de la Méditerranée. Les pays d'Afrique du Nord connaissent toujours une croissance démographique positive et peinent souvent à offrir un emploi à leur jeunesse diplômée. Ils n'ont pas pour autant intérêt à financer la formation de médecins ou d'ingénieurs immédiatement recrutés à Paris, à Berlin ou à Milan. La fuite des cerveaux représente déjà une perte considérable. Le rapport du Comité d'action pour la Méditerranée, paru le 1^{er} juillet, estime le seul coût annuel de formation des médecins et ingénieurs expatriés entre 172 millions et 214 millions d'euros pour le Maroc, de 420 millions à 510 millions pour l'Algérie, et autour de 325 millions pour la Tunisie. En Egypte, 120 000 des 220 000 médecins enregistrés auprès de l'ordre exercent à l'étranger en 2024.

Une politique qui consisterait simplement à piller les compétences du Sud ne serait ni juste ni durable. Tôt ou tard, les États d'origine chercheraient à retenir leurs diplômés, et l'Europe se retrouverait en concurrence avec le Golfe, les États-Unis ou le Canada pour attirer une ressource de plus en plus rare. C'est ici que doivent s'exprimer les « solidarités de fait ». Elles consistent à ne plus traiter séparément les besoins européens de main-d'œuvre et les besoins méditerranéens de formation, mais à construire des mécanismes dans lesquels chacun trouve son compte.

L'Europe souhaite plus de médecins ? Dans ce cas, qu'elle contribue à en former davantage au Sud, pour les systèmes de santé locaux comme pour les siens. Elle manque d'ingénieurs ? Eh bien, qu'elle investisse, de concert avec les universités marocaines, tunisiennes, égyptiennes ou algériennes, dans des filières qui forment plus d'ingénieurs qu'elle n'en recrute. Les pays du Sud veulent des emplois pour leurs diplômés et des moyens accrus pour leurs universités ? La mobilité peut

précisément devenir l'un des instruments de leur financement.

Lorsqu'un joueur de football professionnel change de club, la fédération internationale organise automatiquement une compensation au profit des structures qui l'ont encadré. Pourquoi ne pas imaginer un mécanisme comparable pour le capital humain ? Un « passeport des talents » retracerait le parcours d'un médecin ou d'un ingénieur et, lorsqu'il serait recruté par une entreprise ou un hôpital européen, une contribution alimenterait l'institution qui l'a formé, avec un seul objectif : permettre au pays d'origine de former davantage.

On peut y ajouter des échanges « dette contre formation ». Si ne serait-ce que 10 % de certaines créances bilatérales détenues par les grands États européens étaient converties en investissements éducatifs, le rapport estime que l'on pourrait financer, au Maroc, la formation de 16 000 ingénieurs supplémentaires. Le mécanisme n'a rien d'utopique : l'Egypte pratique depuis longtemps des conversions de dette avec l'Allemagne et l'Italie, dont une partie finance déjà l'éducation et la formation professionnelle.

Voilà ce que pourrait être une politique migratoire méditerranéenne : non plus négocier quelques visas contre la surveillance d'une frontière, mais organiser la formation, le recrutement, la circulation et, lorsque cela est possible, le retour des compétences, dans l'intérêt partagé des pays du Nord et des pays du Sud. Cartographier chaque année les pénuries, métier par métier, territoire par territoire ; former en amont ; apprendre la langue du pays d'accueil ; reconnaître les diplômes ; donner aux étudiants étrangers formés en Europe une voie claire vers les métiers en tension ; permettre la mobilité circulaire ; associer entreprises, universités et États à son financement : tout cela serait moins spectaculaire qu'un sommet consacré à la « maîtrise des flux », mais beaucoup plus efficace. Ce serait, en outre, une façon élégante et efficace de retirer aux pays du Sud le levier politique consistant à menacer d'une crise migratoire les pays européens qui sont en désaccord avec eux.

La construction européenne elle-même n'a pas commencé par une déclaration abstraite d'unité. Elle a commencé par la mise en commun du charbon et de l'acier, c'est-à-dire par la mutualisation d'intérêts suffisamment concrets pour produire de l'interdépendance. Le charbon et l'acier d'aujourd'hui pour l'Europe vieillissante, ce sont la jeunesse et la formation. Dans la Méditerranée du XXI^e siècle, le capital humain peut être le fondement d'une « CECA [Communauté européenne du charbon et de l'acier] migratoire », où l'investissement commun dans la jeunesse et la formation permettra d'organiser les mobilités, au bénéfice des deux rives. C'est ainsi que l'on remplacera progressivement l'anarchie des migrations par une mobilité organisée, et que Ceuta cessera d'être l'horizon de la relation entre les deux côtés de la Méditerranée. ■

Hakim El Karoui est fondateur du Comité d'action pour la Méditerranée et auteur du rapport « La Méditerranée par le travail : un partenariat pour l'avenir », paru le 1^{er} juillet



CEUTA, LAMPEDUSA, LES NAUFRAGES EN MÉDITERRANÉE ET LES CAMPEMENTS IMPROVISÉS SONT LES DIFFÉRENTES MANIFESTATIONS D'UN MÊME ÉCHEC